

leur ministère, ils ont tendance à diminuer quelque peu leurs prévisions pour qu'elles fassent bon effet dans les prévisions principales. N'est-ce pas vrai, monsieur le président.

Le PRÉSIDENT: Oui, et non seulement le ministère mais aussi le Gouvernement.

Le sénateur EULER: Je dirais les ministres, c'est-à-dire le Gouvernement.

Le PRÉSIDENT: Je ne crois pas que nous devrions demander l'opinion de notre témoin là-dessus.

Le sénateur EULER: J'ai bien dit que je ne demandais pas son opinion.

Le sénateur GOLDING: J'imagine qu'il doit y avoir des exemples de cet état de chose.

Le sénateur VIEN: De sorte que les dépenses engendrées par un nouveau programme législatif doivent nécessairement entrer dans les prévisions supplémentaires.

M. DEUTSCH: C'est exact; les prévisions supplémentaires naissent des décisions prises soit par le Gouvernement, soit par le Parlement, ultérieurement à la préparation des prévisions principales. En d'autres termes, on ne peut prévoir quelles seront ces décisions, ou du moins, le ministère ne peut le prévoir. Les ministères, par exemple, peuvent avoir à l'esprit certaines propositions qui n'ont pas encore été approuvées ni par le Gouvernement, ni par le Parlement, au moment où les prévisions budgétaires sont présentées; tant que ces propositions n'ont pas été approuvées, elles ne peuvent figurer dans les prévisions budgétaires. Les prévisions supplémentaires ont donc été instituées pour rendre compte des décisions prises après la présentation des prévisions principales. Voilà quelle est la fonction des prévisions supplémentaires et si vous jetez un regard rétrospectif sur les années écoulées, vous vous rendrez compte qu'elles ont toutes été présentées à cet effet.

Le sénateur EULER: Elles sont assez importantes.

M. DEUTSCH: Oui, et la plupart des articles importants font tous suite à un programme législatif ou à des décisions adoptées durant la session courante du Parlement et qui ne pouvaient être prévues au moment où les prévisions principales ont été élaborées.

Le sénateur ISNOR: Je crois que la déclaration du sénateur Euler n'est pas tout à fait juste dans le cas de certains ministères. Je pense en particulier au ministère des Travaux publics. Bien loin de réduire autant que possible ses prévisions budgétaires, il y englobe des tas de projets qu'il espère réaliser, mais ne réalise ensuite pas; quand arrive la fin de l'année, rien n'ayant été fait, l'argent n'a pas été dépensé.

Le sénateur EULER: Sénateur, je ne me suis appuyé que sur ma longue expérience.

Le sénateur ISNOR: Je m'appuie aussi sur la mienne.

Le PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs.

Le sénateur GOLDING: Nous reparlerons de cela plus tard; pour l'instant, laissons le témoin terminer son exposé.

Le sénateur ISNOR: Non, cette déclaration devrait être rectifiée dès maintenant.

Le sénateur KING: Les sénateurs Euler et Isnor ont parlé par expérience. Je demanderai cependant au témoin si ceci n'est pas exact: les prévisions budgétaires sont préparées par le ministère sous la surveillance du ministre. Elles sont ensuite présentées au cabinet et au Conseil du Trésor, probablement d'abord au Conseil du Trésor, et celui-ci peut biffer ou réduire les montants réclamés pour tels chefs de dépense.